



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 24.7.2023
C(2023) 5113 final

Son Excellence
Madame Hadja Lahbib
Ministre des Affaires étrangères, des
Affaires européennes et du Commerce
extérieur, et des Institutions culturelles
fédérales
Rue des Petits Carmes, 15
B - 1000 Bruxelles

Objet: Notification 2023/215/B

Arrêté royal du XXX relatif à la fabrication et à la mise dans le commerce des produits à base de tabac et produits à fumer à base de plantes

Émission d'observations prévues à l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Madame le Ministre,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535¹, les autorités belges ont notifié à la Commission, le 25 avril 2023, le projet «d'arrêté royal du XXX relatif à la fabrication et à la mise dans le commerce des produits à base de tabac et produits à fumer à base de plantes» (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié a pour but de réviser la législation nationale existante en matière de fabrication et de commercialisation des produits à base de tabac et des produits à fumer à base de plantes afin de transposer la directive déléguée (UE) 2022/2100 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés², et afin de rendre la législation nationale plus claire et plus lisible.

¹ Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241, 17.9.2015, p. 1.

² JO L 283 du 3.11.2022, p. 4.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

COMMENTAIRES

(i) Produits du tabac chauffés

Le projet notifié comprend des dispositions relatives, entre autres, à la transposition de la directive déléguée (UE) 2022/2100 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions en ce qui concerne les produits du tabac chauffés.

L'article 6, paragraphe 1, du projet notifié dispose que *«Il est interdit de mettre sur le marché des produits à base de tabac contenant un arôme caractérisant. Les produits à base de tabac autres que les cigarettes, le tabac à rouler et les nouveaux produits à base de tabac sont exemptés de cette interdiction.»*

L'article 6, paragraphe 5, point 1, du projet notifié prévoit en outre qu'il est interdit de mettre sur le marché des produits contenant des arômes dans l'un de leurs composants tels que les filtres, le papier, le conditionnement et les capsules, tandis que l'article 6, paragraphe 5, dernière phrase, du projet notifié prévoit que les produits à fumer à base de plantes et les produits à base de tabac autres que les cigarettes, le tabac à rouler et les nouveaux produits à base de tabac sont exemptés de cette interdiction.

La Commission note que, conformément à l'article 7, paragraphe 1, de la directive sur les produits du tabac³ «Les États membres interdisent la mise sur le marché de produits du tabac contenant un arôme caractérisant». Toutefois, ces dispositions doivent être lues en combinaison avec l'article 7, paragraphe 12, qui indique que «Les produits du tabac autres que les cigarettes et le tabac à rouler sont exemptés des interdictions visées aux paragraphes 1 et 7. La Commission adopte des actes délégués [...] pour retirer cette exemption pour une catégorie particulière de produits en cas d'évolution notable de la situation établie par un rapport de la Commission».

Conformément à l'article 1er de la directive déléguée (UE) 2022/2100, l'article 7, paragraphe 12, de la directive sur les produits du tabac est modifié comme suit:

«12. Les produits du tabac autres que les cigarettes, le tabac à rouler et les produits du tabac chauffés sont exemptés des interdictions visées aux paragraphes 1 et 7. La Commission adopte des actes délégués conformément à l'article 27 pour retirer cette exemption pour une catégorie particulière de produits en cas d'évolution notable de la situation établie par un rapport de la Commission.»

La Commission souligne que, conformément à la directive déléguée (UE) 2022/2100, l'interdiction de mettre sur le marché des produits du tabac contenant un arôme caractérisant ou contenant des arômes dans l'un de leurs composants tels que les filtres, le papier, le conditionnement et les capsules, ou tout dispositif technique permettant de modifier l'odeur ou le goût des produits du tabac concernés ou leur intensité de

³ Directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, et abrogeant la directive 2001/37/CE, JO L 127 du 29/4/2014, p. 1.

combustion, conformément à l'article 7, paragraphes 1 et 7, de la directive sur les produits du tabac, s'applique aux produits du tabac chauffés et non à tous les nouveaux produits du tabac. La Commission attire l'attention des autorités belges sur le fait que la question du champ d'application a été abordée lors de la réunion du groupe d'experts sur la politique du tabac du 9 février 2022, en présence des autorités belges.

La Commission souligne donc que l'article 6, paragraphe 1 et 6 paragraphe 5, point 1, en liaison avec l'article 6, paragraphe 5, dernière phrase, du projet notifié va au-delà des exigences établies à l'article 1er de la directive déléguée (UE) 2022/2100, dans la mesure où il étend l'interdiction de mise sur le marché non seulement aux produits du tabac chauffés, mais à tous les nouveaux produits du tabac contenant un arôme caractérisant ou contenant des arômes dans l'un de leurs composants tels que les filtres, le papier, le conditionnement et les capsules, ou tout dispositif technique permettant de modifier l'odeur ou le goût des produits du tabac concernés ou leur intensité de combustion. Cet article n'est pas compatible avec l'article 1 de la directive précitée et est disproportionné par rapport à l'objectif dudit article.

La Commission invite les autorités belges à aligner le champ d'application des dispositions nationales sur celui établi par le droit de l'Union.

La Commission note enfin que la présente évaluation du projet notifié est sans préjudice de l'examen de la mesure nationale dans le cadre de l'évaluation de la conformité de la transposition de la directive déléguée (UE) 2022/2100.

(ii) Utilisation du système PEC-UE

L'article 4 du projet notifié établit une obligation de notification pour la mise sur le marché de produits et d'appareils, à l'exception des pipes et des pipes à eau. L'article 4, paragraphe 7, du projet notifié précise que la notification est soumise sous forme électronique via le point d'entrée électronique commun destiné à la transmission des données.

Dans le message de notification accompagnant le projet notifié, les autorités belges indiquent ce qui suit: *«En ce qui concerne la notification des appareils, il convient de préciser que dans le système PEC-UE, cela n'est possible que pour les appareils destinés aux nouveaux produits à base de tabac. L'obligation de notification ne s'applique donc actuellement qu'à ces appareils. Toutefois, avec l'extension de la définition, dès que le système le permettra et sous réserve d'une communication en temps utile par le Service, nous appliquerons cette obligation aux appareils de tous les autres produits.»*

La Commission tient à rappeler aux autorités belges que les informations que les fabricants et importateurs doivent fournir sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques dans le point d'entrée électronique commun de l'UE (ci-après «PEC-UE») sont définies dans la décision d'exécution (UE) 2015/2186 de la Commission établissant un modèle pour la transmission et la mise à disposition d'informations relatives aux produits du tabac⁴ et la décision d'exécution (UE) 2015/2183 de la Commission établissant un modèle commun pour la notification des cigarettes électroniques et des flacons de recharge⁵.

⁴ Décision d'exécution (UE) 2015/2186 de la Commission du 25 novembre 2015 établissant un modèle pour la transmission et la mise à disposition d'informations relatives aux produits du tabac (notifiée sous le numéro C(2015) 8162), JO L 312 du 27.11.2015, p. 5.

⁵ Décision d'exécution (UE) 2015/2183 de la Commission du 24 novembre 2015 établissant un modèle commun pour la notification des cigarettes électroniques et des flacons de recharge (notifiée sous le

Bien que la Commission reconnaisse les efforts déployés par les autorités belges pour étendre l'utilisation du PEC-UE à d'autres catégories de produits qui ne relèvent pas du champ d'application des décisions susmentionnées, la Commission tient à rappeler aux autorités belges que le format du PEC-UE n'est pas conçu pour des dispositifs autres que les cigarettes électroniques et que, par conséquent, le format actuellement disponible pourrait ne pas permettre de procéder aux notifications de façon appropriée telles que définies dans le projet notifié. La Commission n'est pas en mesure d'apporter une assistance spécifique pour ce type de notifications, étant donné que les produits mentionnés dans le projet de loi notifié ne sont pas couverts par les décisions (UE) 2015/2186.

La Commission invite les autorités belges à prendre en considération les observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il doit être communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez croire, Madame le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Par la Commission,

Thierry Breton
Membre de la Commission

